

Devinez qui dicte les ordres à vos autorités sanitaires...



[Source : lilianeheldkhawam.com via Sott.net]

Par LHK



#G20ITALY 2021

A JOINT EFFORT TO IMPROVE PANDEMIC CRISIS RESPONSE



Rome, le 27 janvier 2021 – Les membres du G20 ont convenu d'établir un groupe d'experts indépendant de haut niveau (HLIP) sur le financement des biens communs mondiaux pour la préparation et la riposte aux pandémies . La décision a été prise par les membres lors des premières réunions des Délégués des Finances et de la Banque centrale du G20, le mardi 26 janvier. La pandémie de Covid-19 a créé une crise sanitaire mondiale, qui entraîne des crises économiques et sociales à travers le monde. Malgré les réponses sanitaires et économiques rapides des pays, les coûts humains, économiques et sociaux restent sans précédent dans l'histoire récente.

Le monde dans lequel nous vivons est celui de la convergence. D'ailleurs, le concept transhumaniste fait lui-même converger différentes disciplines pour finir par déboucher un jour sur un produit high-tech dérivé de l'humain, et

par extension de la société digitalisée.

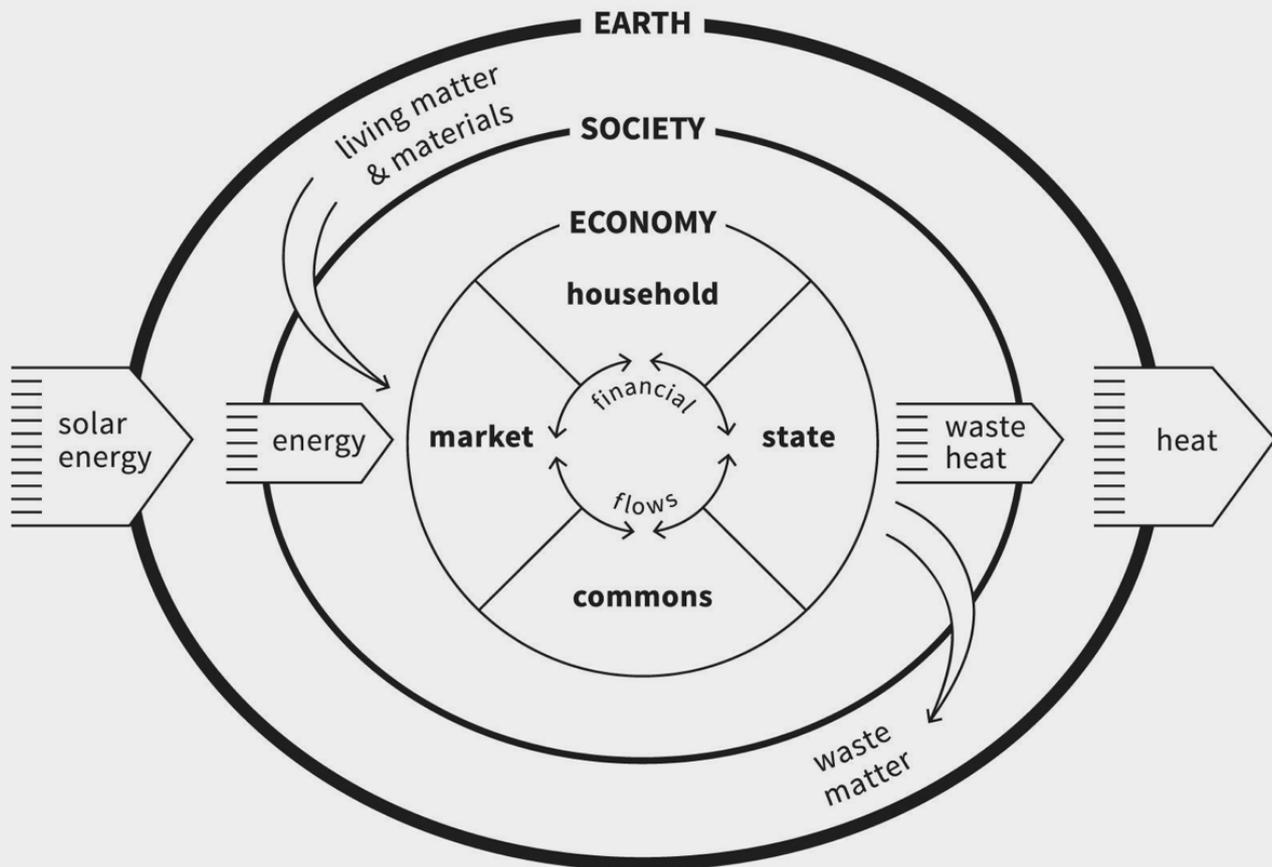
Si quelqu'un essaie de vous faire croire que les industriels ont développé ces dernières semaines sous la pression d'un virus des produits basés sur la nanotechnologie/la biotechnologie/la technologie de l'information et de la communication/de la science cognitive, c'est que c'est un menteur. Ces différents domaines de la technoscience travaillent main dans la main depuis près de 100 ans. Et ce qu'ils font, c'est faire converger les connaissances pour:

1. Apprivoiser la mort et s'offrir la vie éternelle pour les uns
2. Améliorer les performances de ceux qui vont servir pour qu'ils donnent un maximum, en un minimum de temps, sans que la chose ne leur coûte trop en matière de soins, prise en charge des familles, etc. comme cela fut le cas du temps de l'esclavage. L'hygiène des pauvres n'étant pas extraordinaire, elle peut engendrer des épidémies qui remettraient en question le souci soulevé sous le point 1.

Pourtant le nouveau monde n'est pas que celui de la convergence technologique. Il est aussi celui du centrage et de l'ancrage de la société non plus sur une identité collective, une constitution nationale, une croyance théologique, ou autre, mais sur les flux financiers.

Le coeur du nouveau modèle de société est financier.

L'économiste, membre du Club de Rome, star de la planète médiatico-économique du moment Kate Raworth l'a magnifiquement représenté dans son célèbre beignet.



<https://lilianeheldkhawam.com/2020/07/10/vers-un-nouveau-paradigme-de-structure-coronale-liliane-held-khawam/>

Les humains, tout comme les Etats, n'ont plus à posséder des biens (casés dans la catégorie commons) sont coincés entre les flux financiers, coeur du système, et l'économie. Ils ne sont que des ressources parmi d'autres livrés à la toute-puissance finance qui subitement détient un rôle essentiel, et même vital.

La haute finance est ainsi devenue l'Alpha et l'Omega d'une société dépossédée, démotivée, mais surtout déshumanisée. En voie de robotisation. Et la micro-élite financière compte bien mener à son terme cette transmutation de l'humanité.

Eugénisme actif mais requalifié, pour les besoins de la cause, de libéral.

C'est donc avec une envie d'exploser de rire, si cela n'avait été tragique, que j'ai découvert les têtes du *panel indépendant de haut niveau sur le financement de la préparation et de la réponse à une pandémie mondiale*. Voici les membres du panel. Si vous suivez ce blog, vous ne devriez pas être surpris de découvrir que les cordons de la bourse en matière de santé ont été

centralisés et remis à des financiers. Ce petit monde de banquiers, banquiers centraux, ministres de la santé, et autres représentants des investisseurs se réjouit très certainement de ce nouveau jalon historique qui les rapproche tous les jours un peu plus de ce monde-entreprise préparé depuis de nombreuses décennies... Grand moment d'émotion donc.



Tharman Shanmugaratnam
Panel Co-Chair
Former Deputy Prime Minister and Minister for Finance, Singapore
Senior Minister, Singapore
Chair, G20 Eminent Persons Group on Global Financial Governance (2017/18)



Lawrence Summers
Panel Co-Chair
Charles W. Eliot University Professor Harvard Kennedy School,
Former United States Treasury Secretary



Ngozi Okonjo-Iweala
Panel Co-Chair
Former Finance and Foreign Minister, Nigeria
Director-General, World Trade Organization (WTO)
Former MD, World Bank
Former Chair, GAVI The Vaccine Alliance
Special Envoy of the African Union to Mobilise International Economic Support for Continental Fight Against COVID-19



Ana Botín
Panel Member
Executive Chairman, Santander Group



Mohamed A. El-Erian
Panel Member
Chief Economic Adviser, Allianz
President, Queens' College, Cambridge University



Jacob Frenkel
Panel Member
Chairman, Board of Trustees, Group of Thirty (G30)
Former Chairman, JPMorgan Chase International
Former Governor, Bank of Israel
Former Economic Counsellor, IMF



Rebeca Grynspan
Panel Member
Secretary General, Ibero-American General Secretariat
Former UN Under-Secretary General and Associate Administrator, UNDP
Former Vice-President of Costa Rica



Naoko Ishii
Panel Member
Executive Vice President and Director, Center for Global Commons,
Professor, Institute for Future Initiatives, University of Tokyo
Former CEO and Chairperson, Global Environment Facility
Former Deputy Vice Minister of Finance, Japan



Michael Kremer

Panel Member
University Professor and Director,
Development Innovation Lab, The
University of Chicago
2019 Nobel Laureate



Kiran Mazumdar-Shaw

Panel Member
Founder and Chairperson, Biocon
Founder and Managing Trustee,
Biocon Foundation
Chairperson, Mazumdar-Shaw
Medical Foundation



Luis Alberto Moreno

Panel Member
Former President, Inter-American
Development Bank
Former Minister of Economic
Development, Colombia



Lucrezia Reichlin

Panel Member
Professor of Economics, London
Business School Chairman &
Co-Founder, Now-Casting
Economics Former Director
General of Research, European
Central Bank



John-Arne Rottingen

Panel Member
Ambassador for Global Health,
Ministry of Foreign Affairs,
Norway
Founding Chief Executive Officer,
Coalition for Epidemic
Preparedness Innovations (CEPI)



Vera Songwe

Panel Member
UN Under-Secretary General and
Executive Secretary
UN Economic Commission for
Africa



Mark Suzman

Panel Member
CEO, Bill and Melinda Gates
Foundation



Tidjane Thiam

Panel Member
African Union Special Envoy on
COVID-19
Former CEO, Credit Suisse and
Prudential
Former Minister of Planning and
Development, Cote d'Ivoire



Jean-Claude Trichet

Panel Member
European Chairman, Trilateral
Commission
Former President, European
Central Bank



Ngaire Woods

Panel Member
Dean, Blavatnik School of
Government University of Oxford



Min Zhu

Panel Member
Head of National Financial
Research Institute, Tsinghua
University
Former Deputy Managing



Masood Ahmed

Project Director & Panel Member
President, Center for Global
Development



Guntram Wolff
Project Director & Panel Member
Director, Bruegel



Victor J. Dzau
Panel Advisor, HLIP
President, National Academy of
Medicine



Jeremy Farrar
Panel Advisor, HLIP
Director, Wellcome Trust

<https://pandemic-financing.org/about-us/>

Cette équipe a la charge de proposer des solutions concrètes pour combler ces lacunes de manière systématique et durable, et pour tirer le meilleur parti des ressources des secteurs public, privé et philanthropique et des institutions financières internationales.

Vous constaterez aussi au passage que le logo de cette aréopage inclut l'appellation « Commons » puisque le faux libéralisme n'est rien d'autre qu'un pillage généralisé des ressources qui doit se terminer lorsque ces personnages et leurs mandants auront mis la main sur les dernières miettes de propriétés encore privées. Et dans notre cas, il s'agit de la santé de l'humanité, un bien commun indispensable à la Compagnie mondiale qui est en train de se mettre en place en lieu et place des États.



Financing the
Global Commons for
**PANDEMIC
PREPAREDNESS
AND RESPONSE**

En mettant la main sur la santé de manière aussi ostentatoire, ces personnes vont pouvoir modifier la sphère médicale dans le sens de la nanomédecine et de l'hôpital du futur. Qui paie, commande...

L'enjeu ultime va être celui de transformer l'humanité non pas en un Common d'esclaves, mais en une machine humaine connectée en permanence à leur système « d'exploitation » grâce auquel ils peuvent la surveiller 24/24, 7 jours/7. Jacques Attali expliquait déjà fort bien certains aspects de la chose en 2008.

Merci à l'équipe de Nouveau-Monde d'avoir rappelé cet entretien...

LHK

Je vous laisse lire ce que mon ami Bruno Bertez a écrit sur le sujet :

<https://brunobertez.com/2021/07/10/les-elites-fabiennes-s-emparent-de-la-sante-votre-sante-vers-une-refonte-majeure-de-linfrastructure-mondiale-de-gouvernance-de-la-sante-depossession/>

LES ÉLITES FABIENNES S'EMPARENT DE LA SANTÉ, VOTRE SANTÉ! VERS UNE REFONTE MAJEURE DE L'INFRASTRUCTURE MONDIALE DE GOUVERNANCE DE LA SANTÉ. DÉPOSSESSION.

Les élites fabiennes, après avoir pris le contrôle de la finance mondiale en 2008 après la crise qu'ils ont eux même créée se proposent de prendre le contrôle de la santé mondiale après la crise sanitaire de 2020.

Les peuples et leur pseudo gouvernements démocratiques sont une nouvelle fois privés de leurs pouvoirs. Dépossession!

Un groupe d'experts mondial coprésidé par Larry Summers indique que d'autres pandémies suivront et que la communauté internationale doit se mobiliser maintenant.

Même si le monde lutte toujours pour vaincre la pandémie de COVID-19, il doit agir maintenant pour renforcer sa préparation aux pandémies à venir, selon un rapport publié vendredi par un groupe d'experts nommé par le groupe du G-20. nations riches et en développement.

Le panel, coprésidé par l'économiste de Harvard Larry Summers, professeur à l'Université Charles W. Eliot, appelle la communauté internationale à investir 15 milliards de dollars par an dans des fonds supplémentaires et pour une refonte majeure de l'infrastructure mondiale de gouvernance de la santé.

« C'est un moment profond dans les relations internationales et dans la politique étrangère », a déclaré Summers plus tôt cette semaine. « Pour la première fois dans l'histoire, la sécurité de la plupart des peuples du monde dépendra moins de la résistance aux adversaires étrangers et de l'équilibre des pouvoirs que de la réponse à des menaces communes et de la promotion de la coopération. »

Le rapport du panel repose sur des bases effrayantes.

Premièrement, que la pandémie de COVID-19 représente « le plus grand revers en termes de vie et de moyens de subsistance dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale », replongeant des centaines de millions de personnes dans la pauvreté, tuant environ 4 millions de personnes et entraînant des pertes cumulatives qui ont été prévues à 22 000 milliards de dollars.

Deuxièmement, que nous sommes entrés dans « l'ère des pandémies » et que des événements comme la pandémie actuelle pourraient se reproduire avec une régularité effrayante dans les années à venir.

Elle repose également sur l'impératif moral et pratique d'une action collective, aidant tous les pays, y compris les plus pauvres, à se défendre contre cette pandémie et les futures.

Le panel, composé principalement d'experts économiques et financiers, a été créé en janvier par le G-20 pour déterminer comment organiser au mieux les finances de la communauté internationale pour se préparer aux futures pandémies.

Son rapport détaillé identifie quatre domaines majeurs de prévention, de préparation et de réponse qui doivent être abordés :

- un réseau mondial de surveillance et de recherche pour prévenir et détecter les menaces futures ;
- des systèmes de santé nationaux plus résilients ;
- la fourniture de contre-mesures et d'outils médicaux, pour raccourcir radicalement le temps de réponse à une pandémie et offrir un accès mondial équitable ;
- une gouvernance mondiale qui assure la coordination et un financement adéquat.

Le prix de 75 milliards de dollars ne représente qu'une petite fraction – 700 fois moins, selon l'estimation du panel – de ce que la pandémie a coûté aux gouvernements nationaux. Le panel suppose également que les investissements, initialement prévus sur une période de cinq ans, devraient se poursuivre.

Cet argent comprendrait un fonds annuel de 10 milliards de dollars pour les menaces pour la santé mondiale, plus 5 milliards de dollars supplémentaires par an en financement supplémentaire pour les institutions internationales, y compris l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les organisations financières internationales, telles que la Banque mondiale, qui leur permettraient de déboursier des fonds rapidement en cas de nouvelle pandémie.

La surveillance financière et une fonction de coordination clé seraient

assurées par un Conseil des menaces pour la santé mondiale composé des ministres de la Santé et des Finances du G-20 et d'autres pays, ainsi que des chefs des principales organisations régionales. Il s'inspire du Conseil de stabilité financière, qui a été créé par le G-20 à la suite de la crise financière mondiale de 2008.

« Les investissements collectifs que nous proposons, avec des contributions équitables de toutes les nations, sont abordables », indique le rapport. « Ils sont également minuscules par rapport aux 10 000 milliards de dollars américains que les gouvernements ont déjà engagés dans la crise du COVID-19. Nous devons investir sans tarder. Ce sera une énorme erreur d'économiser à court terme et d'attendre encore une fois qu'il soit trop tard pour éviter qu'une pandémie ne nous submerge. La prochaine pandémie pourrait en effet être pire. »

Le panel comprend plus de 20 experts financiers et économiques ayant une expérience au sein du gouvernement, des organisations internationales et du secteur privé.

Summers a été secrétaire au Trésor des États-Unis sous le président Clinton et a dirigé le Conseil économique national du président Obama, et est Weil directeur du Mossavar-Rahmani Center for Business and Government à la Harvard Kennedy School. Les deux autres coprésidents sont Ngozi Okonjo-Iweala, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce et ancien Angelopoulos Global Public Leaders Fellow à la Harvard Kennedy School, et Tharman Shanmugaratnam, ministre principal et ancien vice-Premier ministre et ministre des Finances de Singapour.

Voici 2 extraits de Dépossession où nous retrouvons :

1.- M Summers qui lutte pour la suppression du Cash

L'alliance banco-financière veut, voire exige, la suppression du cash. Évalué à environ 10% de la masse monétaire en circulation. La suppression de la prérogative de battre monnaie rendra ainsi obsolète la principale raison d'être constitutionnelle des banques centrales nationales. Ça tombe bien, la technologie dite du « *blockchain* », qui a émergé de nulle part au lendemain de la crise des *subprimes* (notamment avec le *bitcoin*), ne nécessite pas de supervision par un « *tiers de confiance* ». Normalement, cette technologie devrait être amenée à remplacer, à terme, le système bancaire classique. Pour

ce faire, la suppression du cash est indispensable.

En 2016^[1], le thème du *World Economic Forum (WEF)* portait sur la suppression du cash. Klaus Schwab, fondateur du WEF y avait fait référence à « *la quatrième révolution industrielle* », en parlant de la révolution digitale^[2]... Mais c'est la publication sur le site de l'organisation qui attire l'attention. Dans « *Qui sera le roi de ce monde sans cash* », un nouveau monde nous est présenté avec moult références à un roi, une couronne dormante, une révolution globale et un nouvel ordre mondial. Une terminologie qui a tout de même de quoi interpeller. Et l'article de nous faire entendre que les petits acteurs auraient une chance de remporter la mise... « *La révolution sans cash est en marche. Les gouvernements, les entreprises, les start-ups et les consommateurs peuvent avoir des motivations différentes pour détrôner le cash mais le résultat final sera probablement le même. Mais avec la mondialisation où « gros » est traditionnellement « beau », ce sont les plus petits acteurs – start-ups, petites entreprises et consommateurs – qui vont en définitive façonner le nouvel ordre mondial. Et pour ceux qui aiment l'innovation et les idées nouvelles ce ne peut être qu'une bonne chose* »[3]. Le texte n'indiquait en revanche pas les sources de financement des dites startups...

Les plus grands acteurs de la haute finance internationale vont défiler lors de cette rencontre : Bill Gates (Microsoft), Blythe Masters (ex. JP Morgan et inventrice des produits dérivés qui sont à l'origine de la crise des *subprimes*, reconvertie depuis dans la promotion du Blockchain^[4]), Michel Sapin (alors ministre de l'Économie), Christine Lagarde (FMI) ou William White (OCDE). Leurs discours étaient convergents et militaient en faveur de la société sans cash.

Mme Blythe Masters, qui prône la suppression du K, fut accusée par The Guardian d'être la femme qui a inventé les armes financières de destruction massive, et même de manipulation des prix du marché de l'énergie. Son parcours est d'autant plus intéressant pour nous qu'elle est une double ambassadrice du nouveau monde qui se met en place. Une fois en tant que militante de la suppression du cash, et une autre fois en tant que promotrice de la blockchain et des actifs digitalisés.

Blythe ne quitta la JP Morgan qu'en 2014, mettant un terme à 27 ans de carrière. La crise des *subprimes* à cause de laquelle, elle fut pointée du doigt, ne fut pas source de rupture de collaboration. En fait, JP Morgan devient un client de la nouvelle société Digital Asset dont elle est CEO depuis 2015.

Selon le site web de la société, la plateforme d'actifs digitalisés, que développe l'entreprise de Mme Blythe, serait la seule à avoir été développée en fonction des besoins de production des plus grandes institutions financières de la planète. Vous ne serez donc pas étonnées de trouver certaines références sur son site, telles que : Goldman Sachs, JP Morgan, Accenture, IBM, Santander, ABN_AMRO, Price Waterhouse Coopers (un des partenaires mondiaux). Le client IBM a par exemple dévoilé récemment son « *Blockchain as a service* » basé sur la technologie *open source* « *Hyperledger*

fabric », qui a servi à développer la version 1.0 de Linux Foundation (Info Hightech). Dans ce monde si petit de la haute finance et de la haute technologie, nous découvrons que Mme Masters^[5] est aussi présidente du conseil de *Linux Foundation*, dont les produits sont le fruit de l'*open source*, et donc de « *l'économie de partage* » prônée par l'élite de la finance internationale... C'est par cette technologie de la *Blockchain* que le cash devrait être remplacé.

Des économistes américains qui font autorité au sein du monde académique international, se joignent à ces voix du WEF pour imposer la suppression du cash. On peut compter sur l'ancien Secrétaire au Trésor américain^[6], le professeur^[7] Lawrence Summers et l'ancien économiste en chef du FMI et professeur à Harvard Kenneth Rogoff, qui préconisent le retrait progressif des grosses coupures. « *Selon Rogoff, éliminer les gros billets pourrait également servir la politique monétaire : en période de déflation, les banques centrales auraient alors plus de latitude pour imposer des taux d'intérêt négatifs, puisque la menace d'une ruée vers les banques pour récupérer les dépôts en numéraire aurait ainsi disparu.* » (Alan Wheatley[8]). Mais voilà que MM Summers et Rogoff sont des membres du G30, le *think tank* dont nous avons déjà parlé[9]. Ils siègent donc avec de nombreux banquiers centraux (y compris MM. Paul Volcker, Ben Bernanke, et Jean-Claude Trichet), certains patrons des grandes banques *too-big-to-fail*, ainsi que des principaux gestionnaires d'actifs concentrateurs des richesses planétaires...

Dans les faits, une méga alliance qui regroupe des gouvernements, des entreprises et des fondations globales a vu le jour. *Better than cash alliance* fut fondée par Bill & Melinda Gates Foundation (parmi les principaux promoteurs et sponsors avec la Citi et Omidyar net.), Citibank, Mastercard, Omidyar Network de Pierre Omidyar du fondateur de eBay, USAID et Visa Inc. Une série d'organisations internationales en sont membres. On y compte la Catholic Relief Services, Care, la World Food Program, World Savings Banks Institute (Institut de l'épargne bancaire mondiale), ou la Clinton Development Initiative...

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (*United Nations Capital Development Fund*, UNCDF), qui vise à accompagner la réalisation des « objectifs du Millénaire » des Nations-Unies dans les pays les moins avancés, sert de secrétariat à *Better Than cash alliance*. Le Fonds héberge d'ailleurs l'Alliance dans ses locaux de New York. Enfin, celle-ci travaille étroitement avec les organisations supranationales. Elle représente même un outil d'implémentation du *G20 Global Partnership for Financial Inclusion*.

2.- La menace que font courir les partenariats multipartites à la démocratie et aux États en général

Le puissant partenariat multipartite « banques-banquiers centraux-

gestionnaires d'actifs » se retrouve dans le Group of Thirty, Groupe des Trente ou G30. Ce think tank est une organisation privée qui traite des affaires économiques internationales et monétaires. Il rassemble de prestigieux membres de la corporation « banquiers-banquiers centraux-gestionnaires d'actifs » sous la présidence d'une personnalité dont le CV est impressionnant. Nous en retiendrons juste que M Frenkel est à la fois président et CEO du G30, tout en étant président de la JP Morgan Chase International et qu'il est aussi un ancien banquier central. ([1] Gouverneur de la Banque d'Israël entre 1991 et 2000.))

A côté de lui, figurent des banquiers centraux tels que: MM Draghi et Trichet, actuel et ancien patron de la BCE ou M Dudley, patron de la Réserve fédérale de New York. Nous y trouvons un autre banquier central reconverti en banquier commercial présidant au sort d'UBS qui est M Weber. M P Hildebrand, ancien président de la banque centrale suisse, devenu vice-président de Blackrock, ainsi que M Fischer, ancien vice-président de la Réserve fédérale et ancien gouverneur de la Banque d'Israël font partie des trente. Relevons encore au passage la présence de professeurs d'économie, dont certains sont d'ardents défenseurs de la suppression du cash.

Nous voyons ainsi une plus grande proximité entre les banquiers centraux et leurs pairs des banques commerciales et des gérants d'actifs qu'avec les citoyens qui les ont chargés constitutionnellement de défendre la politique monétaire, pilier existentiel des États et du bien-être sociétal. Ce faisant, le principe de fonctionnement d'une banque centrale nationale est dévié de sa mission de base qui suppose une indépendance sous le contrôle de son gouvernement. ([2] L'article 99 de la *Constitution suisse* dit : « *En sa qualité de banque centrale indépendante, la Banque nationale suisse mène une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays; elle est administrée avec le concours et sous la surveillance de la Confédération.* »))

Cette proximité interroge à plus d'un titre dont le plus important est que le processus complet de la politique et de la gestion financière et monétaire planétaire, en passant par la création de la monnaie et l'administration des richesses, sont concentrés entre les mains de finalement peu de personnes. La politique des banques centrales de ces dernières années a apporté au reste des partenaires de la haute finance de l'argent frais à profusion, ainsi que les garanties des États et de l'économie réelle. Partant de ce constat, aucun État, aucune entreprise, aucun individu, ne peut plus fonctionner en dehors de la gestion de ce processus financier et monétaire global. Par conséquent, ceci confère une puissance hors normes au groupe de personnes qui dirige ledit processus !
